

Maison

Belgique/Belgie
P.P.
Bruxelles 5
BC3204

N° agrégation :
P 201 114

Africaine

**RECONSTRUIRE
L'AFRIQUE PAR LE
SAVOIR**



L'ENSEIGNEMENT

HIER

&

AUJOURD'HUI



TRIMESTRIEL

MARS 2009

- P 3 *Edito — L'Autre*
- P 5 *L'enseignement de masse était-il suffisant?*
Paul Leroy
- P 11 *L'enseignement : un problème de motivation, non de qualité*
Professeur Yala

Notre asbl en 2008, c'est

- *26.200 nuitées*
- *150 étudiants bénéficiaires*
- *Une majorité d'étudiants dans le domaine de la santé*
- *Plus de 1.000 heures de formation dispensées par nos étudiants dans le cadre du projet Tutorat*
- *5 mois de sensibilisation sur la problématique de l'eau (Matong'Art)*
- *Un projet de mobilité professionnelle Belgique—R.D. Congo*
- *Des conférences, de nouvelles collaborations, ...*
- *Un staff dynamique, équilibré et convaincu que nos multiples activités participent au développement de l'Afrique*

EDITO

L'Autre

Il n'est pas rare qu'un Bruxellois, un Belge, un Européen s'interroge ou s'inquiète de la présence dans son pays d'un nombre considérable d'étrangers dont il se demande ce qu'ils font sur le même « territoire » que lui. La mondialisation n'a pas aboli les frontières. Bien au contraire, elle a renforcé chez certains le sentiment de souveraineté et la crainte de « l'autre ». Non pas le voisin de palier, que l'on connaît nécessairement un petit peu pour avoir entendu sa musique ou vu ses enfants lors du dernier anniversaire du fils aîné de sa seconde femme, mais l'autre dont on ne sait presque rien, dont on a déjà vaguement entendu parler au journal télé parce que son pays est en guerre ou parce que ses frères meurent de faim depuis plus de 6 mois. C'est cet autre là qui fait peur. Nous n'en connaissons rien, mais les médias lui ont donné un visage plutôt rond ou plutôt maigre, plutôt content ou plutôt fâché. Plutôt gentil ou plutôt méchant. Alors, quand on le croise en rue on le trouve plutôt gentil ou plutôt méchant, ...

On ne sait pas ce qu'il fait là, on n'ose pas trop le regarder, de peur qu'il soit plutôt méchant, mais l'on se demande ce qu'il est venu faire dans notre petit pays écrasé par les faillites, les querelles communautaires, la crise financière qui n'en finit pas, le prix du gaz qui monte, ... le froid et la pluie. Alors on rentre chez soi, on mange une pizza, on couche les enfants, on allume la télé et on recommence. Mais ce n'est pas totalement de notre faute. C'est de la faute des médias. De la faute du temps qui passe trop vite, qui nous empêche de penser. De la faute de notre patron mécontent de nos derniers résultats. De la faute d'un autre ou de tous les autres. Qu'importe, mais ce n'est pas ma faute. Tant pis. Je me sens de plus en plus seul sur cette terre qui ne finit pas de grandir et d'abolir les frontières, mais au moins, ce n'est pas ma faute.

Et si demain matin, plutôt que de ne pas regarder cet étranger que je crois potentiellement dangereux, je lui disais simplement « bonjour ». Au fond, il n'est peut-être en Belgique que pour quelques jours. Il est peut-être en Belgique parce qu'il a eu un jour l'audace de dire que le gouvernement de son pays n'avait pas de légitimité démocratique, ce qui lui a valu une condamnation à mort. Il est peut-être simplement en Belgique pour suivre des études qu'il est impossible de suivre dans son pays dévasté par la famine et la guerre. Combien de médecins africains viennent se spécialiser en Belgique pour retourner ensuite travailler dans leur pays dans des conditions parfois extrêmement pénibles ? Si nous ne faisons pas l'effort, même lentement, de chercher la meilleure partie de celui que nous ne connaissons pas, il est probable que nous courrions tous à l'isolement et la solitude.

Il existe heureusement des milliers de personnes ou d'associations qui prennent le temps de voir qu'il y a derrière le visage de l'autre bien plus que l'image qu'en donnent les médias. Parmi ces associations, il y a entre autres la Maison Africaine qui, en plein cœur de Bruxelles et depuis bientôt 50 ans, travaille dans le secteur de la coopération au développement. Qui, depuis bientôt 50 ans accueille et loge des étudiants africains (77 logements) boursiers ou non, à la recherche d'un foyer de qualité et d'un encadrement approprié. Parallèlement, l'asbl a développé divers programmes sociaux en faveur de populations marginalisées. Qu'il s'agisse de la banque alimentaire ou du programme « Tutorat » en faveur des élèves en décrochage, l'asbl se veut outil de rapprochement entre des personnes et des peuples qui vu de plus près, ne se différencient parfois que par quelques signes extérieurs mineurs.

Thierry Van Pevenage

Directeur



Pour la brochure de ce premier trimestre 2009, nous vous proposons de faire un petit saut dans l'histoire de l'enseignement et de la formation en Afrique et en particulier au Congo (R. D. C.).

Nous vous proposons cette visite en compagnie de Monsieur Paul Leroy, arrivé au Congo en 1950 et actuellement Administrateur de la Maison Africaine et du Professeur Yala actif en Belgique et professeur à l'Université de Kinshasa.

Paul Leroy

« L'enseignement de masse était-il suffisant? »

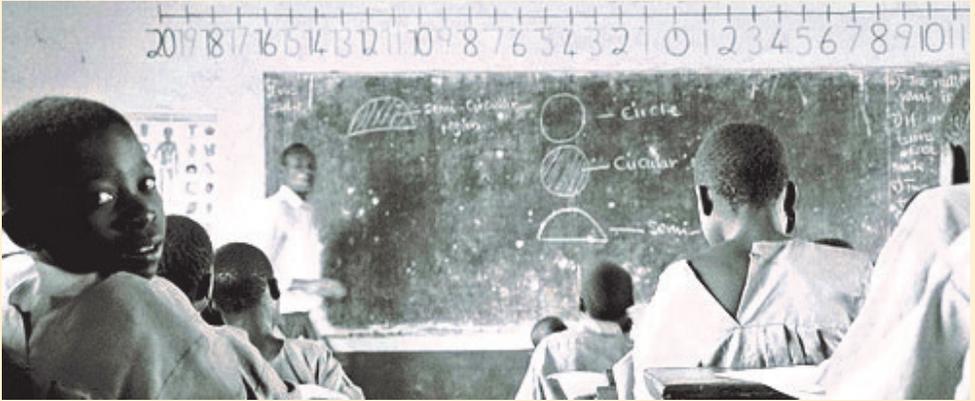
C'est avec grande attention que j'ai écouté le récit passionné et détaillé que Paul Leroy m'a fait de sa mission au Congo au cours de la seconde partie du 20^{ème} siècle.

Après des études de professeur d'enseignement secondaire, Paul Leroy est parti au Congo en 1950. Il est affecté comme fonctionnaire à la Direction générale de l'enseignement à Léopoldville. Il exercera cette fonction durant 10 années. L'objet principal de son activité était l'expansion de l'enseignement pour Congolais en collaboration avec les missionnaires sur place (enseignement subsidié) ; les premières écoles officielles furent créées en 1954.

En 1960 (indépendance), Paul Leroy rentre en Belgique pour occuper un poste au Ministère des Affaires Africaines et y organiser les premiers programmes de coopération belgo-congolaise.

En 1961, il retourne déjà en RDC comme responsable de la coopération à l'enseignement et remplira cette fonction jusqu'en 1969.

Il rentrera ensuite à l'Office de la Coopération au Développement (OCD) à Bruxelles. Il fera encore de nombreuses missions en Afrique.



Quel a été votre rôle dans l'enseignement au Congo ?

Mon rôle était de participer à la vaste entreprise d'éducation de la jeunesse congolaise, au niveau primaire, secondaire et supérieur, en collaboration avec d'autres partenaires, et cela par la mise en place d'un système d'éducation adapté à la population autochtone. L'objectif premier était l'éducation de masse à savoir : donner une formation de base à l'ensemble de la population inscrite en primaire. Ensuite, sur cette large base, développer un enseignement secondaire adapté aux besoins. Enfin seulement, ouvrir un enseignement supérieur, universitaire, par la formation d'élites (1954). A la différence d'autres puissances coloniales comme la France qui a donné priorité à la formation des élites.

Grâce à ce système d'enseignement de masse et malgré toutes les difficultés rencontrées, 60 % de la population de 6 à 14 ans était scolarisée en cycle primaire en 1960.

Grâce à ce système d'enseignement de masse et malgré toutes les difficultés matérielles et morales rencontrées (il existait dans le milieu coutumier une réticence à la scolarisation des garçons, de peur d'une désaffection, mais cette réticence s'appliquait surtout aux filles), 60 % de la population de 6 à 14 ans était scolarisée en cycle primaire en 1960.

L'enseignement secondaire s'est développé progressivement. Les premiers cycles secondaires duraient 4 années d'étude et les cycles d'humanités 6 ans. Il

faut bien noter que les programmes scolaires étaient spécifiques et adaptés à la population congolaise de l'époque.

La première université (Lovanium) a été créée en 1954 à Léopoldville. Elle était subventionnée par l'Etat. Une université officielle a été ouverte en 1956 à Elisabethville (Lubumbashi). Les premiers étudiants étaient au nombre d'une centaine. Peu après l'indépendance fut créée une université protestante à Kisangani.

Tout progrès de société passe par la paix et la démocratie. Or, le pays a connu beaucoup de troubles. Je dirais que c'est sans doute une des raisons principales qui fait qu'il a des difficultés pour assurer un bon enseignement.

Les programmes scolaires adaptés aux Congolais ont évolué progressivement jusqu'à atteindre l'équivalence avec les programmes belges.

Quel est votre avis sur le rôle des enseignants belges à l'époque coloniale?

Leur rôle a principalement été de mener la formation d'un nombre important d'enseignants qualifiés autochtones afin qu'ils puissent prendre la relève. Mais les troubles de l'indépendance ont provoqué le départ brusque de centaines d'entre eux. Notons toutefois que plus ou moins 2 000 enseignants belges étaient encore sur place après 1960 dans le cadre de la coopération belgo-congolaise.

Ceci a permis au jeune gouvernement congolais de maintenir le niveau de l'enseignement. Ensuite il éprouva de plus en plus de difficultés, financières notamment, et réduisit la part de son budget affecté à l'enseignement jusqu'à ne plus pouvoir payer le personnel enseignant, ce qui a entraîné une baisse progressive du niveau des études.



Que pensez-vous des déplacements des étudiants africains en Europe ?

Avec le lancement des programmes de coopération, après l'indépendance, l'Etat belge a mis en place un système de bourses afin de permettre à des étudiants congolais de venir poursuivre une formation supérieure en Belgique. Le premier contingent de boursiers (1960-1961) était de 300 étudiants. Il faut dire que ces étudiants étaient privilégiés (ils viennent d'ailleurs toujours volontiers achever leur formation en Belgique). Mais à mon avis, ces déplacements sont d'une utilité limitée pour leur pays. Aller à la découverte d'une autre société, d'autres mentalités, d'autres coutumes est instructif. Ce n'est donc pas mal en soi, à condition que ces futurs cadres africains retournent servir leur pays. Sinon c'est une perte pour le pays qui les envoie.

A l'inverse, des coopérants, membres d'ONG, partent toujours travailler au Congo. Nous avons aussi tout à apprendre de l'Afrique et des Africains. C'est un continent plein de mystères, de charme, de chaleur qui nous apprend énormément et nous inspire également.



Selon vous, que manque t-il à la RDC aujourd'hui pour assurer elle-même un bon enseignement universitaire ? Est ce une question financière, politique, de paix ou de personnel ?

Toutes les causes citées dans la question sont liées.

La RDC est un grand pays qui n'avait pas de culture démocratique et qui a connu un régime de parti unique pendant longtemps. Tout progrès de société passe par la paix et la démocratie. Or, le pays a subi beaucoup de troubles. Je dirais que c'est sans doute une des raisons principales qui fait qu'il a des difficultés pour assurer un bon enseignement. Si la paix et la démocratie venaient à régner au Congo, il n'y a pas de raison que le pays ne puisse maintenir le niveau de son enseignement puisqu'il dispose de toutes les ressources nécessaires.

L'aide extérieure en diminution, la chute du prix des matières premières, les tensions nord/sud, la crise économique mondiale sont autant d'éléments qui ont également des conséquences sur l'enseignement.

Une question reste néanmoins ouverte : au départ, notre système d'enseignement de masse était-il insuffisant ? Une autre politique de l'enseignement aurait-elle été préférable ? Je pense entre autres à la politique française en faveur des élites. Ce que je constate aujourd'hui, c'est que ces pays, à mon avis, sont à peu près tous au même niveau de développement.

Votre avis sur l'intégration des étudiants africains en Belgique ?

Je trouve que les étudiants africains s'intègrent bien dans la société belge. Le tout est de vouloir et pouvoir retourner au pays pour le servir après sa formation. Sinon, comme je l'ai déjà dit, c'est improductif.

En Belgique, on voit travailler pas mal de techniciens, de médecins, d'infirmières et infirmiers africains alors que l'Afrique en manque cruellement. C'est fort dommage je trouve.

Vous connaissez bien la Maison Africaine. Que pouvez-vous nous en dire ?

En effet, je connais assez bien la Maison Africaine

pour avoir été administrateur puis administrateur-délégué durant une vingtaine d'années. J'ai vu l'évolution de l'ASBL. Les changements ne sautent peut-être pas aux yeux, mais je peux vous assurer qu'il y en a eu.

Les conditions de travail des étudiants se sont bien améliorées notamment sur le plan matériel. Notre grand bâtiment a été rénové et leur offre plus de commodités (cuisine à chaque étage, ...). Ils ont aujourd'hui la possibilité de surfer sur Internet et bénéficient de diverses activités, intéressantes, etc.....



Je rends hommage au directeur, à l'assistante sociale, à tout le personnel de la Maison pour son dévouement éclairé.

Grâce à eux, la Maison s'est ouverte vers l'extérieur, grâce à des projets tels que le Tutorat qui vient en aide aux jeunes en décrochage scolaire et auquel participent des étudiants de la Maison. Je pense aussi au projet de mobilité professionnelle (en collaboration avec le Cire) destiné à faciliter le retour des étudiants dans leur pays. Le projet emploie deux personnes sur place au Congo, qui jouent l'intermédiaire entre les étudiants et les dirigeants d'entreprises privées.

C'est pour ça que nous ne remercierons jamais assez la coopération au développement de son soutien depuis toujours. En effet, les subsides de la coopération belge nous permettent de mener à bien nos projets en faveur des étudiants africains.

Nos remerciements vont également à tous nos donateurs et lecteurs ainsi que tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, n'ont cessé de nous soutenir.

La rédaction tient à remercier Paul Leroy pour le temps qu'il a consacré à la réalisation de cette brochure.

Notre asbl en 2008, c'est aussi

- *Un taux d'occupation supérieur à 95 %*
- *Une amélioration sensible des conditions de logement*
- *Des centaines de démarches auprès de services administratifs pour faciliter la vie des étudiants*
- *400 demandes de logement*
- *Une banque alimentaire de plus de 10 tonnes*

Professeur Yala

« Problème de motivation, non de qualité »

Je m'en voudrais de ne pas évoquer la personnalité même de Monsieur Sam Yala. Au-delà de sa culture générale, j'ai découvert une personne ouverte, conviviale et disponible. Il a accepté cette interview alors qu'il était en congé. Je tiens à l'en remercier.

Monsieur Yala, 41 ans, né à Kinshasa, est belge d'origine congolaise. Il est marié et père de 3 enfants. Il a effectué ses études primaires et secondaires au Congo ainsi qu'une année d'étude préparatoire en pré-polytechnique à l'université de Kinshasa. Il travaille aujourd'hui comme ingénieur dans une société à Bruxelles.

Parallèlement à son travail, et pour contribuer au développement de son pays, il s'est engagé comme professeur-visiteur à l'université de Kinshasa depuis 2002. Il s'y rend régulièrement pour donner des cours dans le département « Electricité ».

Quand et comment êtes vous arrivé en Belgique ?

Je suis arrivé en Belgique il y a 20 ans, dans le cadre d'une bourse offerte par l'Université Catholique de Louvain afin de poursuivre mes études d'ingénieur. Je suis sorti ingénieur civil en 1991 et suis resté pendant 8 ans comme assistant et comme chercheur à la faculté de science appliquée au département d'électricité où j'ai fait ma thèse de doctorat que j'ai terminée en 1999.

Pouviez-vous m'expliquer votre rôle dans l'enseignement en Afrique particulièrement au Congo votre pays d'origine ? Et aussi l'évolution ?

Comme précisé dans mes activités, je suis professeur visiteur au Congo depuis 2002. Un engagement personnel pris pour pallier un manque de professeurs sur place, conséquence à la guerre civile succédant de peu à la rupture de la coopération belgo-congolaise très active dans les années 80 à 90. Le pays se trouva alors confronté à un manque cruel de professeurs à tel point que certains départements de l'université de Kinshasa, dont celui de polytechnique, étaient menacés de fermeture. En collaboration avec les professeurs résidant sur place (professeurs auxquels je tire mon chapeau), et avec le soutien du programme Migration Grands Lacs (MIDA),

nous avons entrepris une démarche avec d'autres compatriotes installés en Belgique afin d'empêcher la fermeture de cette faculté. Et je dois dire que grâce à tous ces efforts conjugués de part et d'autre, ce département, aujourd'hui, fonctionne.

Quant à l'évolution de l'enseignement au Congo, elle est à l'image de l'évolution



du pays. Comme nous le savons tous, le Congo a connu une descente en enfer dans les années 1980 / 90. Une forte dégradation s'en est suivie dans tous les domaines. L'enseignement a bien évidemment subi cette dégradation de plein fouet. Notons également que la croissance en terme d'infrastructures scolaires et la forma-

tion des enseignants n'a pas évolué en même temps que la croissance de la population : une disproportion entre l'offre et la demande est donc apparue.

Pour parler d'évolution, il aurait fallu une vraie implication des autorités politiques. C'est-à-dire valoriser le métier d'enseignant en le rendant plus attractif afin de permettre aux enseignants de vivre dignement de leur métier.

J'aimerais bien que les lecteurs sachent une chose qui à mon sens est très importante : le problème de l'enseignement au Congo n'est pas dû à un manque de personnel enseignant mais plutôt à un manque de motivation pour le métier. C'est très important de le souligner.

L'évolution de l'enseignement au Congo est à l'image de l'évolution du pays.

Il va falloir une réflexion et un débat de fond pour identifier les défis du développement de notre pays. L'enseignement, tel qu'il est organisé aujourd'hui, est-il bien adapté à ces nombreux défis? Je pense entre autres à la reconstruction des infrastructures de l'enseignement (bâtiments, bibliothèque etc.), des infrastructures de santé, de communication en général (routes, télécommunications, etc.). Tout ceci ne constitue pas des problèmes mais des défis.

Investir dans l'enseignement et la formation de la jeunesse est capital pour l'avenir d'un pays. Une population bien formée à l'essentiel contribuera efficacement au développement de son pays.

A mon avis, il n'y a que ça qui pourrait inciter les enseignants congolais à renouer avec leur métier. Le problème de l'enseignement est un paradoxe au Congo dans la mesure où, comme je l'ai évoqué plus haut, ce ne sont pas les enseignants qui manquent. La preuve c'est qu'il y a beaucoup de Congolais qui vont travailler dans les pays limitrophes tout simplement parce qu'ils y sont mieux rémunérés.

Les conditions de travail (humaines et matérielles) sont plutôt déplorable. Certaines valeurs sont bradées.

Quel est votre avis sur l'évolution de l'intervention de la coopération belge entre autres dans l'enseignement ?



Ce que doit faire aujourd'hui la

coopération, ce n'est pas continuer à envoyer des coopérants pour enseigner mais former les Congolais eux-mêmes. Je dois admettre qu'elle l'a souvent fait. Elle devrait aussi aider à la mise en place de logistique et infrastructures matérielles. Les coopé-

La reconstruction de l'enseignement est un défi pour le pays.

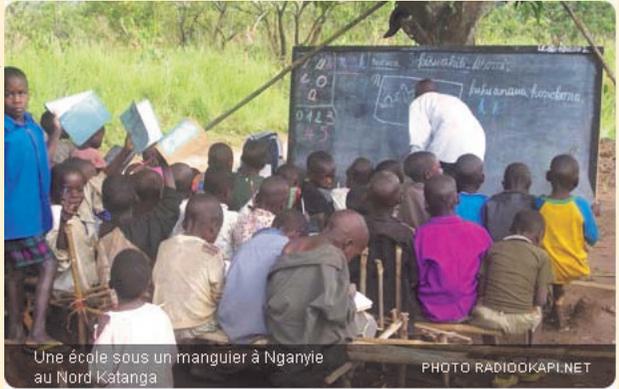
rants belges ne doivent pas se substituer aux enseignants congolais. Leur rôle aujourd'hui est de former les professeurs, permettre un échange avec l'extérieur, dans la mesure du possible, participer pour rendre attractif le métier

de l'enseignant, permettre des échanges avec des universités à l'extérieur et participer à l'amélioration des conditions de vie sur place.

Selon vous, que manque t-il à la RDC pour assurer elle-même son enseignement universitaire ? Est-ce une question de finances, de personnel, de paix ou de politique ?

Un investissement et une remise à niveau s'imposent car il faut reconnaître que nous vivons dans un monde où les choses évoluent assez rapidement. Une formation continue des enseignants s'avère donc également indispensable. C'est là où peut intervenir la coopération : aider à la formation et à la mise à jour du corps enseignant.

La faible qualité de l'enseignement ne s'explique pas par la faible qualité de l'enseignant mais par un manque de motivation lié à un manque d'investissements financiers. J'en suis moi-même un exemple concret. J'ai fait mes études primaires et secondaires au Congo avec des enseignants



Une école sous un manguier à Nganyie au Nord Katanga

PHOTO RADIOOKAPI.NET

congolais. Je suis arrivé ensuite en Belgique, j'ai suivi le cursus sans difficultés et ai réussi sans problème. J'ai donc été bien formé par les enseignants congolais.

Je suis prêt à parier que beaucoup de personnes de grandes qualité qui aujourd'hui ont « démissionné » de leur métier pour d'autres plus lucratifs mais qui ont toujours à cœur la vocation de transmettre leur savoir, et contribuer à la formation de la jeunesse, reviendront vers le métier d'enseignant si les conditions s'amélioraient.

Quand on sait combien il est difficile de se loger à Bruxelles, je ne peux qu'inciter la Maison Africaine à poursuivre ses activités.

Je reconnais que vu la situation, ce n'est pas facile de retourner après de longues études dans un pays instable. « C'est le problème de la poule et de l'œuf ». Si chacun se dit « je ne retourne pas maintenant, j'attends que la situation se stabilise », évidemment le problème demeurera longtemps. C'est un cercle vicieux il faut bien commencer. Il y a des initiatives personnelles

comme la mienne avec d'autres compatriotes. Nous ne voulons pas rester les bras croisés. Certes, c'est une goutte d'eau dans la mer, mais au moins c'est déjà ça.

Que pensez-vous de l'intégration des étudiants africains en Belgique ?

Dans le milieu universitaire que j'ai bien connu, tout se passait très bien mais il faut reconnaître que c'est un cadre spécifique.

Je voudrais profiter pour rendre un hommage particulier à toutes les structures qui accueillent et soutiennent les étudiants africains, je les encourage vraiment à poursuivre leur action.

Et la Maison Africaine ? La connaissez-vous ? Si oui qu'en pensez-vous ?

Oui je connais la Maison Africaine pour y avoir assisté à une conférence.

Moi je n'habite pas Bruxelles, mais je connais le rôle que joue cette institution au profit des étudiants. Quand on sait combien il est difficile de se loger à Bruxelles, je ne peux que les inciter à poursuivre et améliorer les conditions de vie des ces étudiants et surtout aussi à les aider dans la mesure du possible à retourner servir leur pays.

Je dirais que c'est une institution incontournable active dans l'accueil des étudiants.

Vu l'ambiance qui y règne, elle reste notre maison à tous.

La faible qualité de l'enseignement ne s'explique pas par la faible qualité de l'enseignant mais par un manque de motivation lié à un manque d'investissements financiers.

La rédaction tient à remercier Professeur Yala pour son agréable collaboration.

*Notre asbl en 2008,
c'est aussi*

*Vous qui nous faites confiance et nous permettez
de développer nos projets.*

Maison



30 EUROS SUFFISENT POUR PERMETTRE À UN JEUNE DE RÉUSSIR UNE ANNÉE SCOLAIRE

30 EUROS SUFFISENT POUR PERMETTRE À UN ÉTUDIANT DE CLÔTURER SES ÉTUDES DIGNEMENT

POUR SOUTENIR UN ÉTUDIANT, UN ENFANT OU UN PROJET, VOUS POUVEZ FAIRE UN DON SUR L'UN DES COMPTES SUIVANTS

**Fortis 210-0835616-13
CCP 000-0027117-54**

Tout don de 30 euros ou plus est fiscalement déductible.

Africaine

**VOTRE SOUTIEN
EST IMPORTANT
EN
CETTE PÉRIODE
DIFFICILE POUR
TOUS**

Statut A.s.b.l. agréée par la D.G.C.D.
Adresse Rue d'Alsace Lorraine, 33
1050 Bruxelles
Téléphone 02/513 75 92
Fax 02/512 73 52
E-mail maisonafricaine@scarlet.be
Internet www.maisonafricaine.be

Personne de contact : Thierry Van Pevenage
Éditrice responsable : Geneviève Ryckmans
Réalisation et mise en page : Safiatou Gnanou